

REÇU EN PREFECTURE

le 24/01/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2023 0123-ARR2023_034



**PRÉFET
DU CALVADOS**

Liberté
Égalité
Fraternité

OUISTREHAM RIVA BELLA

23 JAN. 2023

Courrier N°

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **INSTITUT THALASSOTHERAPIE THALAZUR RIVA BELLA
ERP N° E 488 00068 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **SAS HOTAL**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **AVENUE DU COMMANDANT KIEFFER**

ACTIVITE(S) : **HOTELLERIE / POLYVALENCE / RESTAURATION / SOINS**

TYPE(S) : **O / L / N / U**

CATEGORIE : **3^{ème}**

Le 17 janvier 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 09 janvier 2023.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN

à la poursuite de l'exploitation

AVIS FAVORABLE

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Pierre CAVARO

Document annexe comportant 6 feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile

REÇU EN PREFECTURE

le 24/01/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2023 0123-ARR2023_034



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **INSTITUT THALASSOTHERAPIE THALAZUR RIVA BELLA
ERP N° E 488 00068 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **SAS HOTAL**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **AVENUE DU COMMANDANT KIEFFER**

ACTIVITE(S) : **HOTELLERIE / POLYVALENCE / RESTAURATION / SOINS**

TYPE(S) : **O/L/N/U**

CATEGORIE : **3^{ème}**

Le 17 janvier 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 09 janvier 2023.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : BM/PB/2023 – VP090123 – Institut Thalassothérapie Thalazur Riva Bella - Ouistreham
Affaire suivie par : Capitaine Bruno MOSTOWYK
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Institut Thalassothérapie Thalazur Riva Bella – Avenue du Commandant Kieffer à Ouistreham
ERP N° E 488 00068 000

Réf. : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV de visite de la commission en date du 21/01/2020.

Le 09 janvier 2023, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. MAUGER :	Conseiller Municipal de la ville de Ouistréham.
Cne MOSTOWYK :	Préventionniste au S.D.I.S.
M. BRIERE :	Responsable Technique.
M. BELLENGE :	Directeur de l'établissement.
ADC NOSS :	Gendarmerie de Ouistreham.

PC

DESCRIPTION

L'établissement n'a pas subi de modification depuis l'avis favorable émis lors de la dernière visite périodique en date du 10/01/2020.

L'établissement implanté en zone urbaine et littorale, est accessible à partir de l'avenue du Commandant Kieffer sur l'ensemble de ses façades.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie situé à environ 50 m, avenue Andry (mesures estimées par la SAUR).

La distribution intérieure traditionnelle établie sur un rez-de-chaussée, un étage et un sous-sol, permet d'obtenir :

Rez-de-chaussée

- un accueil,
- une salle de restauration de 150 m²
- deux salles de séminaires
- 40 chambres totalisant 80 couchages
- Une zone de thalassothérapie
- Un espace esthétique
- Des bureaux
- Une cuisine fermée (électrique)

R + 1

- 49 chambres totalisant 98 couchages
- Une thalassothérapie
- Une salle de sport
- Une salle de repos (*aménageable en salle de séminaire*)
- Trois salles de massage
- Un CTA en terrasse

Sous-sol

- Un espace chambre froide
- Une réserve cuisine
- Une cave à vin
- Une lingerie
- Un local poubelle
- Un TGBT
- Les locaux sociaux
- Les archives
- Une réserve
- Une réserve eau de mer pour la thalasso
- Un atelier technique
- Deux chaudières dans un local alimenté en gaz de ville
- Des locaux techniques pour le fonctionnement de la thalassothérapie

Présence d'EAS au 1^{er} étage de l'établissement, aussi bien en hôtellerie qu'en soins.

L'établissement répond aux conditions de l'article O 11 § 2.

EFFECTIF

Effectifs : 178 personnes en hébergement.

Restauration : 150 personnes, à raison d'une pers. / m².

Séminaire

- 25 m² : 25 personnes, à raison d'une pers. / m²
- 50 m² : 50 personnes, à raison d'une pers. / m²
- 100 m² : 100 personnes, à raison d'une pers. / m²

Soit 503 personnes au titre du public et 90 personnes au titre du personnel.

CLASSEMENT

L'établissement, du 1^{er} groupe et de types O / L / N / U, est à classer en 3^{ème} catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêtés des 21 juin 1982, 05 février 2007, 21 juin 1982 et 10 décembre 2004 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types O / L / N / U ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) **EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS**

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE climatisation	05/09/2022	TRANE
GAZ	06/12/2022	VERITAS
ELECTRIQUES	05 et 06/12/2022	VERITAS
ECLAIRAGE DE SECURITE		
ASCENSEURS	12/12/2022	OTIS
	28/01/2022	VERITAS
GRANDES CUISINES appareils électriques	05/12/2022	SAPIANS (hottes)
SSI – ALARME	11/04/2022	DEF
	08/11/2021	VERITAS
DESENFUMAGE	11/04/2022	DEF
	08/11/2021	VERITAS (triennale)(désenfumage mécanique)
	23/03/2022	Pyropose (désenfumage naturel)
EXTINCTEURS	05/12/2022	DESAUTEL
Porte CF	08/11/2021	VERITAS
PORTES AUTOMATIQUES	07/03/2022	KONE
EXERCICE D'EVACUATION	18/10/2022	
INSTRUCTION DU PERSONNEL	14/12/2022	INCENDIS (24 employés)
FLUIDES MEDICAUX		Sans objet
COMPRESSEUR		Sans objet
DECI		Vérifiée par la commune
D.A.E		Installé

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES** 22PR014-2114 04884-2023 0123-ARR2023_034 **CONSTATATIONS**

Prescriptions anciennes levées ou non levées

1°), 2°), 3°), 4°), 5°) et 6°).

Suite à l'examen du registre de sécurité

- 1) Lever les 6 remarques restantes figurant dans le rapport de vérifications des installations électriques établi par VERITAS le 06/12/2022 avec une traçabilité des actions correctives.

Suite à la visite

- 2) Procéder à un réglage des fermes-portes des locaux à usage de lingerie (art CO 28).
- 3) Reboucher par des matériaux coupe-feu le passage de canalisation PVC communiquant avec le vide sanitaire. (art CO 12).
- 4) Doter de ferme-porte les portes coupe-feu des locaux suivants :
 - a) Espace d'attente sécurisé de l'étage.
 - b) Réserve solarium (art CO 28).
- 5) Poursuivre la surveillance des fissures constatées sur le bâtiment : mesures conservatoires prises par l'exploitant avec diagnostic et consolidation de l'ouvrage réalisée par l'entreprise SPIE BATIGNOL. Le groupe de visite a été constater la mise en place de renforts sur les éléments du cuvelage et la pose de témoins. (art. R. 143-41 du CCH).

Prescriptions permanentes

- a) Tenir à jour sur le registre de sécurité les formations à la sécurité du personnel et assurer à chacun d'eux, les actions de formation leur permettant de connaître
 - la conduite à tenir en cas d'incendie
 - la manipulation des moyens de secours,
 - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
 - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
 - l'accueil des engins de secours
 - le positionnement des points de rassemblement sur le site
- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.
 Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité des dégagements, permanente et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35, CO 37 et CO 38).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).

- g) S'assurer en permanence de la vacuité des extincteurs permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCI)

22_AU-014-2114 04884-2023 0123-ARR2023_034

III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - BP 55044 -14077 CAEN Cedex 5.

IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...);
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

REÇU EN PREFECTURE

le 24/01/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-20230123-ARR2023_034

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

PC